

## Chapitre 1. **Droit**

### ► **Questions à compléments simples**

- 1.** Lequel de ces droits ne constitue pas un droit public ?
  - A. Le droit administratif
  - B. Le droit hospitalier
  - C. Le droit constitutionnel
  - D. Le droit de la sécurité sociale
  - E. Le droit fiscal
  
- 2.** Parmi ces juridictions, laquelle n'appartient pas à l'ordre judiciaire ?
  - A. La cour d'appel
  - B. La cour d'assises
  - C. Le juge de proximité
  - D. Le tribunal de police
  - E. Le tribunal des conflits
  
- 3.** Quel est le droit qui régit les rapports entre particuliers ou des particuliers avec les collectivités privées ?
  - A. Le droit public
  - B. Le droit privé
  - C. Le droit pénal
  - D. Le droit administratif
  - E. Le droit international
  
- 4.** Quelle est la branche la plus ancienne du droit ?
  - A. Le droit public
  - B. Le droit privé
  - C. Le droit pénal
  - D. Le droit administratif
  - E. Le droit civil
  
- 5.** Quelles sont les quatre branches du droit privé ?
  - A. Droit civil, droit commercial, droit des sociétés, droit de la sécurité sociale
  - B. Droit constitutionnel, droit administratif, droit fiscal, droit international

- C. Droit civil, droit commercial, droit des sociétés, droit du travail
  - D. Droit pénal, droit de la sécurité sociale, droit de la santé, droit du travail
  - E. Droit civil, droit pénal, droit international, droit des sociétés
- 6. Quelles sont les quatre branches du droit public ?**
- A. Droit civil, droit commercial, droit des sociétés, droit de la sécurité sociale
  - B. Droit constitutionnel, droit administratif, droit fiscal, droit international
  - C. Droit constitutionnel, droit commercial, droit des sociétés, droit du travail
  - D. Droit pénal, droit de la sécurité sociale, droit de la santé, droit du travail
  - E. Droit civil, droit pénal, droit international, droit des sociétés
- 7. Je réglemente la structure de l'administration et ses rapports avec les citoyens. Je suis :**
- A. Le droit public
  - B. Le droit constitutionnel
  - C. Le droit fiscal
  - D. Le droit civil
  - E. Le droit administratif
- 8. Je fixe les bases de l'organisation de l'État. Je suis :**
- A. Le droit public
  - B. Le droit constitutionnel
  - C. Le droit fiscal
  - D. Le droit civil
  - E. Le droit administratif
- 9. Quelle est la plus haute juridiction de l'ordre judiciaire ?**
- A. Le Conseil d'État
  - B. Le Conseil constitutionnel
  - C. La Cour de cassation
  - D. Le tribunal correctionnel
  - E. La cour d'assises

- 10.** Quelle est la plus haute juridiction de l'ordre administratif ?
- A. Le Conseil d'État
  - B. Le Conseil constitutionnel
  - C. La Cour de cassation
  - D. Le tribunal correctionnel
  - E. Le tribunal administratif
- 11.** Quelle juridiction ne relève pas du 1<sup>er</sup> degré de juridiction ?
- A. Le conseil des prud'hommes
  - B. Le tribunal administratif
  - C. Le tribunal correctionnel
  - D. La cour administrative d'appel
  - E. Le tribunal de grande instance
- 12.** Une infraction est jugée devant :
- A. Le conseil des prud'hommes
  - B. Le tribunal de police
  - C. Le tribunal administratif
  - D. Le tribunal correctionnel
  - E. La cour d'assises
- 13.** Un délit est jugé devant :
- A. Le conseil des prud'hommes
  - B. Le tribunal de police
  - C. Le tribunal administratif
  - D. Le tribunal correctionnel
  - E. La cour d'assises
- 14.** Un crime est jugé devant :
- A. Le conseil des prud'hommes
  - B. Le tribunal de police
  - C. Le tribunal administratif
  - D. Le tribunal correctionnel
  - E. La cour d'assises
- 15.** Quelle juridiction est saisie pour les litiges compris entre 4 000 et 10 000 euros ?
- A. Le tribunal de grande instance
  - B. Le tribunal d'instance

- C. Le juge de proximité
- D. La cour de cassation
- E. Le tribunal de police

**16.** Combien y a-t-il de cours administratives d'appel en France ?

- A. 1
- B. 5
- C. 7
- D. 15
- E. 36

**17.** Toutes ces propositions sont exactes sauf une. Laquelle ?

- A. La Cour de cassation se situe au sommet de la hiérarchie des juridictions relevant de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif
- B. La Cour de cassation ne juge que le droit et non les faits
- C. Quand un second pourvoi est formé à propos d'une même affaire, la Cour de cassation statue en assemblée plénière
- D. La Cour de cassation comprend trois chambres civiles, une chambre sociale, une chambre commerciale, et une chambre compétente en matière criminelle
- E. La Cour de cassation est composée de juges professionnels

**18.** L'arrêt Nicolo du Conseil d'État affirme :

- A. La supériorité de la loi sur les règlements
- B. La supériorité des traités internationaux sur les lois ordinaires
- C. La supériorité de la Constitution sur les lois ordinaires
- D. La supériorité des directives communautaires sur la Constitution
- E. Aucune des réponses précédentes

**19.** Parmi ces règlements, tous existent en droit français, sauf un. Lequel ?

- A. Le décret présidentiel
- B. Le décret pris en Conseil d'État
- C. Les arrêtés municipaux
- D. Les arrêtés ministériels
- E. Les décrets préfectoraux

**20.** Dans la hiérarchie des normes, le droit international est :

- A. Infra-législatif et infra-communautaire
- B. Supra-législatif et supra-constitutionnel

- C. Infra-législatif et supra-décrétal
- D. Supra-législatif et infra-constitutionnel
- E. Aucune de ces propositions

- 21.** Pour combien d'années sont nommés les juges de proximité ?
- A. 3 ans
  - B. 5 ans
  - C. 7 ans
  - D. 9 ans
  - E. 12 ans
- 22.** Dans la hiérarchie des normes :
- A. Les traités internationaux sont au-dessus de la Constitution.
  - B. Les lois sont au-dessous des décrets.
  - C. Les lois et les règlements sont au même niveau.
  - D. Les décrets sont au-dessous des règlements.
  - E. Les lois doivent se soumettre à la Constitution et aux principes de même valeur
- 23.** Mme Durand estime qu'elle est constamment épiée par son voisin, violant ainsi l'intimité de sa vie privée. Elle entend lui réclamer des dommages et intérêts d'un montant de 10000 €. Quelle juridiction doit-elle saisir ?
- A. Le tribunal de grande instance
  - B. La juridiction de proximité
  - C. Le tribunal correctionnel
  - D. Le tribunal d'instance
  - E. Le juge des libertés
- 24.** Le tribunal compétent a considéré que les faits n'étaient pas établis. Mme Durand a donc été déboutée de sa demande. Que peut-elle faire ?
- A. Saisir le juge pénal
  - B. Rien
  - C. Se pourvoir en cassation
  - D. Reformuler sa demande devant la même juridiction
  - E. Appel
- 25.** Devant quelle juridiction peut-on contester les décisions du Conseil constitutionnel ?
- A. Le Conseil d'État
  - B. La Cour européenne des droits de l'homme

- C. La Cour de cassation
- D. Aucune
- E. Le tribunal administratif

**26.** Quelle est la durée du mandat d'un juge constitutionnel ?

- A. 3 ans non renouvelables
- B. 6 ans non renouvelables
- C. 6 ans renouvelables
- D. 9 ans non renouvelables
- E. 9 ans renouvelables

**27.** Dans quel texte trouve-t-on la loi suivante : « Chacun a le droit de vivre dans un environnement équilibré et respectueux de la santé » ?

- A. La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen
- B. Le préambule de la Constitution de 1946
- C. La Charte de l'environnement de 2005
- D. Le protocole de Kyoto de 1997
- E. L'article 1780 du Code civil

**28.** Qui est le président du Conseil d'État ?

- A. Le président de la République
- B. Le Premier ministre
- C. Le président du Sénat
- D. Le président de l'Assemblée nationale
- E. Le ministre de la Justice

**29.** Toutes ces propositions sont exactes sauf une, laquelle ?

- A. Dans la hiérarchie des normes, les règlements sont placés en dessous des lois
- B. La loi et le règlement comportent des règles de droit présentant les mêmes caractéristiques (généralité, obligation, permanence)
- C. L'article 34 de la Constitution opère la répartition entre les matières dites législatives et les matières dites réglementaires
- D. La fixation des délits et crimes ainsi que les peines qui leur sont applicables relèvent du domaine de la loi
- E. Le Conseil d'État peut annuler une loi non conforme aux principes ayant une valeur constitutionnelle

- 30.** Quel est l'ordre hiérarchique correct entre les divers règlements (du plus important au moins important) ?
- A. Le décret, la circulaire, l'arrêté
  - B. Le décret, l'arrêté, la circulaire
  - C. L'arrêté, le décret, la circulaire
  - D. L'arrêté, la circulaire, le décret
  - E. La circulaire, le décret, l'arrêté
- 31.** Comment appelle-t-on le fait qu'une loi, pour être votée, passe devant l'Assemblée nationale, puis le Sénat, puis de nouveau devant l'Assemblée nationale ?
- A. Le bus
  - B. La navette
  - C. Le métro
  - D. La navigation
  - E. Le voyage
- 32.** Qu'est-ce que le « déni de justice » ?
- A. C'est une décision rendue par un juge qui est injuste
  - B. C'est le refus par un juge de juger
  - C. C'est un revirement de jurisprudence
  - D. C'est l'ensemble des décisions rendues par les juges
  - E. C'est quand le juge rend un non-lieu
- 33.** Quand c'est le gouvernement qui propose une loi, on parle de :
- A. Proposition de loi
  - B. Projet de loi
  - C. Loi organique
  - D. Décret
  - E. Loi parlementaire
- 34.** De quand date la Constitution de la V<sup>e</sup> République française ?
- A. 1870
  - B. 1946
  - C. 1948
  - D. 1958
  - E. 1968

- 35. Les traités internationaux :**
- A. Ont pour unique objet les droits de l'homme
  - B. Entrent immédiatement en vigueur en France dès leur signature
  - C. Sont tous directement applicables, après l'accomplissement de certaines formalités sans qu'il soit besoin d'adopter des dispositions internes supplémentaires
  - D. Ont une valeur supérieure aux lois
  - E. N'exercent aucune influence sur le droit français
- 36. Quel traité met en place l'Union européenne ?**
- A. Le traité de Lisbonne
  - B. Le traité de Rome
  - C. Le traité de Nice
  - D. Le traité de Maastricht
  - E. Le traité d'Amsterdam
- 37. J'ordonne aux États de modifier leur législation dans un sens indiqué et avant une date limite, je suis :**
- A. Un règlement
  - B. Une directive
  - C. Une décision
  - D. Une recommandation
  - E. Un avis
- 38. Le Parlement européen :**
- A. Représente les États membres
  - B. Représente les citoyens européens
  - C. Fait appliquer le droit européen
  - D. Réunit les chefs d'État et de gouvernement de chaque État membre
  - E. Est chargé de veiller au respect des traités en tant que garant de l'intérêt général communautaire
- 39. Quel traité met en place la Communauté économique européenne ?**
- A. Le traité de Lisbonne
  - B. Le traité de Rome
  - C. Le traité de Nice
  - D. Le traité de Maastricht
  - E. Le traité d'Amsterdam